

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 05/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société UCAB

1 rue Henri Barbusse
26400 CREST

Références : 20221222-RAP-DAEN1034
Code AIOT : 0010300025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement UCAB implanté 1 rue Henri Barbusse 26400 CREST. L'inspection a été annoncée le 24/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 31/10/22, un incident lié à une montée en température de granulés compactés a généré une fumée importante. Cet événement a été abordé lors de l'inspection. L'exploitant précise que la montée en température a été détectée et une alarme visuelle a été renvoyée sur le logiciel de supervision. Les secours alertés par des tiers ont déployé des moyens importants pour une intervention sur site. L'intervention s'est révélée inutile car il s'agissait d'un incident mineur, selon l'exploitant. Aucun incendie ne s'est déclaré. La fumée était liée à la consommation des granulés au niveau d'un refroidisseur visualisé lors de l'inspection. L'évènement a été géré et maîtrisé par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCAB
- 1 rue Henri Barbusse 26400 CREST
- Code AIOT : 0010300025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'UCAB est une coopérative agricole. Le site, spécialisé dans la transformation de céréales, produit des aliments pour animaux essentiellement pour les volailles.

Le site est composé d'installation de stockage, de broyage/pressage, de mélange et de refroidissement par ventilation d'air.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentel
- IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Registre incident	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 11	/	Sans objet
5	Dépôt de poussières	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite met en évidence plusieurs non-conformités sur la sécurité qui font l'objet d'une mise en demeure.

Par ailleurs ce site qui est classé IED n'a toujours pas transmis le dossier de réexamen prévu par la directive européenne. Cette non-conformité fait également l'objet d'une mise en demeure précisée au paragraphe 2.5 « constat hors point de contrôle ».

En ce qui concerne l'évènement qui a généré des fumées et entraîné un déplacement du SDIS, l'inspection de l'environnement demande à l'exploitant de mettre en place une alarme sonore en salle commande pour toutes les anomalies susceptibles d'être considérées comme évènement précurseur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage des consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, au démarrage, lors de nettoyages, de périodes de maintenance, en fonctionnement dégradé, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité doivent être tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation doivent être tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Des consignes d'exploitation et de sécurité ont été définies pour la chaudière vapeur. En ce qui concerne la production, les lignes sont entièrement automatisées. Les anomalies sont gérées par le logiciel de supervision. A titre d'exemple, le 31 octobre 2022, des granulés compactés par une presse sont montés en température jusqu'à devenir incandescents, ce qui a généré une fumée épaisse. Le niveau de température anormalement élevé a été détecté. La ventilation a été coupée automatiquement. Une alarme visuelle est apparue sur la supervision. Si une partie des procédures est directement intégrée à la supervision, celles concernant la conduite à tenir en cas de déclenchement d'alarme mériteraient d'être mises en place. Par ailleurs, une alarme visuelle paraît insuffisante puisque l'opérateur en salle de supervision peut être occupé et ne pas s'en apercevoir. L'inspection demande donc à l'exploitant de rajouter une alarme sonore lorsque une anomalie peut dériver en incident plus sérieux. L'exploitant devra procéder à une analyse de son process afin d'identifier les cas correspondant à une anomalie de fonctionnement de sa ligne de fabrication (température anormale, ...) et élaborer les procédures associées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Registre incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Registre incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion ou d'incendie doit être consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit réaliser annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition d'accidents. Cette analyse doit être tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Un registre sécurité a été mis en place concernant les équipements de prévention et défense. Il rassemble les éléments relatifs aux dernières vérifications des RIA (17/05/22), extincteurs (17/05/22 par EUROFEU SERVICES), alarmes SSI (02/06/21 par SECURITE VOL FEU), Eclairage sécurité (17/05/22 par EUROFEU).

En revanche, les éléments précurseurs tels que celui du 31/10/22 qui a généré de la fumée ne sont pas consignés.
L'exploitant doit consigner ces événements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Le dernier rapport de vérification électrique a eu lieu en décembre et sera transmis à l'inspection des ICPE. Les risques liés aux courants vagabonds seront vérifiés en début d'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, a minima : <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, par exemple) implantés de telle sorte que tout point de la limite du dépôt se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances un débit minimal de 60 m³/h pendant deux heures et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires en fonction des risques présentés par l'établissement. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction doit être accessible en toutes circonstances et à une distance du dépôt permettant l'intervention des services départementaux d'incendie et de secours. Cette distance doit être fixée après avis des services départementaux d'incendie et de secours ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

<p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence doivent être rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent comporter notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - les stratégies d'intervention de l'exploitant en cas de sinistre.
<p>Constats :</p> <p>Le site est pourvu d'extincteurs et RIA qui ont d'ailleurs fait l'objet de vérifications.</p> <p>Néanmoins, les débits des poteaux incendie ne sont pas connus. Les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et les stratégies d'intervention de l'exploitant en cas de sinistre ne sont pas définies.</p> <p>L'exploitant est tenu de constituer un dossier relatif à la défense incendie qui comportera l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 13 de l'arrêté du 18/02/10 et un plan à jour définissant les zones à risque et les moyens de défense.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Dépôt de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les locaux occupés par du personnel doivent être débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant vient de finaliser la fiche (fournie lors de l'inspection) indiquant la fréquence des nettoyages. L'exploitant indique que le registre de nettoyage va être mis en place (exemplaire vierge fourni lors de l'inspection).</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. L'établissement est équipé d'un système d'aspiration centralisée facilitant ainsi les opérations de nettoyage. L'utilisation de balais ou d'air comprimé ne se produit qu'à titre exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

2-5) Constat hors points de contrôle

Par courrier du 23 décembre 2019, l'inspection de l'environnement a rappelé à l'exploitant son obligation de remettre le dossier de réexamen prévu à la sous-section 4 de la section 8 du code de l'environnement relatif à la directive IED (conclusions MTD du BREF FDM).

Ce dossier devait être remis avant le 4 décembre 2020.

Le jour de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a toujours pas constitué ce dossier. Nous proposons donc à madame la préfète de la Drôme, de mettre en demeure l'exploitant de fournir le dossier de réexamen avant le 31 mars 2023. Le rapport de base sera joint au dossier de réexamen IED.